

une ou deux questions soulevées par des préopinants.

A la fin de la seconde guerre mondiale, comme on l'a déjà signalé à la Chambre, nous croyions que la victoire avait couronné l'horrible conflit et nous étions déterminés à ne pas voir le désastre se répéter. Les peuples libres de la terre, à un prix écrasant et avec des souffrances incroyables, avaient défendu ou reconquis leur liberté. Ils avaient justifié leur foi dans leurs institutions politiques et démontré la puissance de leur mode démocratique de vie. Ils ont alors exigé, en des termes sur lesquels aucun gouvernement ne pouvait se méprendre, qu'à l'avenir les épreuves et les tribulations de ce genre ne se répètent pas. En se reportant aux années de guerre qu'ils avaient traversées, ils ont constaté qu'en plusieurs occasions les nations libres, si elles avaient travaillé de concert et conjugué leur puissance, auraient pu dissiper le danger d'une agression allemande sans recourir à la guerre. Ils se sont aperçus trop tard que les instruments qui auraient pu assurer leur salut étaient là, à la portée de la main: il ne leur avait manqué que le courage de s'en servir.

La dernière guerre nous a appris au moins ceci: les nations doivent agir de concert pour maintenir la paix. Et, pour assurer une action collective de ce genre, il faut établir un organisme international efficace.

L'établissement de l'Organisation des Nations Unies a été la première conséquence de cette leçon. La chartre signée à San-Francisco en 1945 est un document long et compliqué, mais l'objet en est bien simple. Les États membres conviennent d'agir de concert pour résister à l'agression d'où qu'elle vienne, de collaborer en vue de supprimer les causes de guerre. Ils croyaient posséder dans l'Organisation des Nations Unies un organisme international suffisant à ces fins. Mais, comme plus d'un orateur l'a signalé aujourd'hui, on était trop optimiste en 1945. Il était naturel que les nations qui, en conjuguant leurs efforts, avaient gagné la plus grande guerre de l'histoire, contre l'ennemi le plus implacable et le plus résolu jamais connu jusque-là, aient cru possible d'accomplir une tâche qui, à l'époque, leur apparaissait beaucoup plus facile, celle de maintenir la paix.

Malheureusement, la base essentielle du plein succès des Nations Unies n'a pas été maintenue après la guerre. L'unité des grandes puissances, dont dépendait à peu près tout, a été bientôt rongé par les acides des controverses d'après-guerre. A la fin du conflit, au moins une douzaine de questions politiques, vastes et contentieuses, surgissaient de la confusion politique dans laquelle se trouvaient l'Europe occidentale et l'Asie

orientale. Tous ces problèmes se ramenaient au fond à cette grande question: jusqu'où irait l'Union soviétique dans l'exploitation de la situation d'après-guerre en vue d'étendre son territoire et d'accroître sa puissance? Ce n'était pas là pure conjecture. Nous avions vu la Russie reculer ses frontières, d'abord en 1939 et 1940, aux dépens de la Lettonie, de la Lituanie, de l'Estonie et de la Finlande. Et, à mesure qu'avancait la guerre, il devenait manifeste que les promesses de liberté faites à la Pologne n'embrasseraient pas les provinces polonaises orientales, que la Pologne finit par céder à l'U.R.S.S. Après la guerre, une partie de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie a été cédée à l'U.R.S.S. si bien qu'en 1945 les frontières de l'Union soviétique s'avançaient plus avant vers l'ouest que jamais auparavant dans l'histoire de la Russie. Non contente de cet agrandissement de son territoire, la Russie s'est ensuite entourée d'un groupe d'États satellites, imposant sa volonté aux peuples voisins par l'entremise des partis communistes nationaux appuyés par les troupes soviétiques. La liste même de ces régimes asservis atteste qu'ils ont été établis de force. Comme le chef de l'opposition (M. Drew) le signalait cet après-midi, qui aurait pu prévoir que le peuple polonais, qui a combattu avec courage et détermination pendant des siècles contre toutes les atteintes à sa liberté, d'où qu'elles viennent, se soumettrait de son propre gré à la domination soviétique? Pendant un siècle, les réclamations répétées des Roumains, des Hongrois, des Bulgares, des Tchèques et des Slovaques qui aspiraient à la liberté ont constitué une des forces les plus puissantes de l'histoire européenne. Ces réclamations ne se sont tues que lorsqu'elles étaient supprimées par la force brutale. Déjà, nous pressentons en Yougoslavie des signes attestant que les peuples de l'Europe orientale commencent à se rendre compte que le régime qu'on leur a imposé est accablant, dégradant et insupportable.

La Finlande est le seul pays limitrophe de la Russie qui a réussi à garder son indépendance mais elle demeure sous la menace de terribles châtiments si jamais elle osait porter la moindre atteinte aux intérêts de son voisin.

Des conventions de traités ont donné une fausse façade de respectabilité internationale à la maîtrise rigoureuse que l'U.R.S.S. a établie par ses moyens oppressifs sur l'Europe orientale. Le gouvernement soviétique et les communistes du monde entier ont prétendu que le projet de traité de l'Atlantique était une menace offensive qui les visait, mais ils n'ont pas hésité à instituer et à négocier, par d'autres méthodes il est vrai, des conventions